

États financiers

Tribunal Canadien des droits de la personne

États financiers 2008-2009

Déclaration de responsabilité de la direction

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 et toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction du ministère. Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du ministère. L'information financière soumise pour la préparation des Comptes publics du Canada et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont conformes à la Loi sur la gestion des finances publiques, qu'elles sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout le ministère.

Les états financiers du ministère n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

J. Grant Sinclair

Président

Gregory M. Smith

Directeur exécutif et Registraire

Ottawa, Canada

Date

État des résultats (*non vérifié*)

Exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2009	2008
Charges		
Charges de fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux	2,616,404	2,606,198
Location	1,112,118	1,114,759
Services professionnels et spéciaux	701,104	890,934
Transports et telecommunications	384,196	420,105
Amortissement	81,709	67,589
Communications	60,598	26,855
Services publics, fournitures et approvisionnements	59,163	62,392
Achat de services de réparation et entretien	30,921	34,957
Autres	12,269	13,990
Total des charges	5,058,482	5,237,779
Revenus		
Revenus divers	696	1,829
Total des revenus	696	1,829
Coût de fonctionnement net	5,057,786	5,235,950

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière (*non vérifié*) au 31 mars

(en dollars)

	2009	2008
ACTIFS		
Actifs financiers		
Débiteurs et avances (note 4)	<u>76,241</u>	<u>51,634</u>
Total des actifs financiers	76,241	51,634
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	15,010	14,000
Immobilisations corporelles (note 6)	<u>183,133</u>	<u>150,770</u>
Total des actifs non financiers	198,143	164,770
TOTAL ACTIFS	<u>274,384</u>	<u>216,404</u>
PASSIFS		
Créiteurs et charges à payer (note 5)	428,450	337,267
Indemnités de vacance et congés compensatoires	87,116	69,007
Indemnités de départ (note 7b)	<u>507,192</u>	<u>450,284</u>
TOTAL PASSIFS	1,022,758	856,558
AVOIR DU CANADA	(748,374)	(640,154)
TOTAL PASSIFS ET AVOIR DU CANADA	<u>274,384</u>	<u>216,404</u>

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'avoir du Canada (*non vérifié*)

Exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2009	2008
Avoir du Canada, début de l'exercice	(640,154)	(734,214)
Coût de fonctionnement net	(5,057,786)	(5,235,950)
Crédits de l'exercice utilisés (note 3)	3,885,086	4,177,771
Revenus non disponibles pour dépenser	(696)	(1,829)
Remboursements de dépenses des années précédents	(1,741)	(10)
Variation de la situation nette du Trésor (note 3)	(66,577)	43,899
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 9)	<u>1,133,494</u>	<u>1,110,179</u>
Avoir du Canada, fin de l'exercice	<u>(748,374)</u>	<u>(640,154)</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (*non vérifié*)

Exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2009	2008
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net	5,057,786	5,235,950
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(81,709)	(67,589)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(1,133,494)	(1,110,179)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	24,607	(1,837)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	1,010	-
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	_____	_____

	<u>(166,200)</u>	<u>41,781</u>
Encaisse utilisée par les activités de fonctionnement	<u>3,702,000</u>	<u>4,098,126</u>
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<u>114,072</u>	<u>121,705</u>
Activités de financement		
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	<u><u>3,816,072</u></u>	<u><u>4,219,831</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires aux états financiers (*non vérifiées*)

1. Mandat et objectifs

Le Tribunal Canadien des droits de la personne est un organisme quasi judiciaire créé par le Parlement sous la *Loi canadienne sur les droits de la personne* pour entendre les plaintes de discrimination et décider si certaines pratiques contreviennent à la loi. Le Tribunal n'entend que les plaintes qui lui sont renvoyées par la Commission Canadienne des droits de la personne, habituellement après une enquête complète de celle-ci. La Commission règle la plupart des différends sans avoir à recourir au Tribunal. Les affaires qui sont renvoyées au Tribunal comprennent généralement des questions juridiques complexes, de nouveaux enjeux relatifs aux droits de la personne, de domaines inexplorés de la discrimination ou encore de plaintes probantes à multiples aspects devant être entendues sous serment.

Le Tribunal instruit également des affaires en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi (LEE)*.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

- a) **Crédits parlementaires** — Le Tribunal Canadien des droits de la personne est financé par le gouvernement du Canada au moyen de crédits parlementaires. Les crédits consentis au Tribunal Canadien des

droits de la personne ne correspondent pas à la présentation des rapports financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus étant donné que les crédits sont fondés, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les crédits parlementaires. La note 3 présente un rapprochement général entre les deux méthodes de rapports financiers.

- b) Encaisse nette fournie par le gouvernement** — Le Tribunal Canadien des droits de la personne fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Tribunal Canadien des droits de la personne est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le Tribunal Canadien des droits de la personne sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les rentrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.
- c) La variation de la situation nette** du Trésor correspond à la différence entre l'encaisse nette fournie par le gouvernement et les crédits utilisés au cours d'un exercice, à l'exclusion du montant des revenus non disponibles comptabilisés par le ministère. Il découle d'écarts temporaires entre le moment où une opération touche un crédit et le moment où elle est traitée par le Trésor.
- d) Les revenus** sont comptabilisés dans l'exercice où les opérations ou les faits sous-jacents surviennent. La plupart de ceux-ci proviennent des frais relatifs à l'accès à l'information et de pénalités adjudgées à l'encontre de certaines parties devant le tribunal.
- e) Charges** — Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :
- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.
 - Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.
- f) Avantages sociaux futurs**
- i. Prestations de retraite** : Les employés admissibles participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique, un régime multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les

cotisations du Tribunal Canadien des droits de la personne au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. En vertu des dispositions législatives en vigueur, le ministère n'est pas tenu de verser des cotisations au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

- ii. **Indemnités de départ** : Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés effectuent les services nécessaires pour les gagner. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.
- g) **Les débiteurs et les prêts** sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Des provisions sont établies pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Aucune provision n'est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain car tout débiteur est considéré recouvrable.
- h) **Immobilisations corporelles** — Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Machines et matériel	5 à 10 ans
Mobilier et agencements	10 ans
Matériel informatique	3 ans

- i) **Incertitude relative à la mesure** — La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor du Canada, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de départ et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure

que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Crédits parlementaires

Le Tribunal Canadien des droits de la personne reçoit la plus grande partie de son financement au moyen de crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats de fonctionnement nets du Tribunal Canadien des droits de la personne diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants:

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des crédits parlementaires de l'exercice en cours :

		2009	2008
		(en dollars)	
Coût de fonctionnement net		5,057,786	5,235,950
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les crédits :			
Ajouter (moins) :	Services fournis gratuitement	(1,133,493)	(1,110,179)
	Amortissement des immobilisations corporelles	(81,709)	(67,589)
	Variation des indemnités de vacance et congés compensatoires	(18,109)	14,504
	Variation des indemnités de départ	(56,508)	(18,459)
Ajouter :	Revenu non disponible pour dépenser	696	1,829
	Remboursements de dépenses des années précédents	1,741	10
Rajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les crédits :			
Ajouter :	Acquisition d'immobilisations corporelles	114,072	121,705
	Variation des charges payées d'avance	1,010	0
Crédits de l'exercice en cours utilisés		3,885,086	4,177,771

b) Crédits fournis et utilisés

	Crédits fournis	
	2009	2008
	(en dollars)	
Crédit 15 — Dépenses de fonctionnement	4,334,277	4,102,548
Montants législatifs	324,514	351,898
Moins :		
Crédits annulés : Fonctionnement	(773,705)	(276,675)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	3,885,086	4,177,771

c) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement et des crédits de l'exercice en cours utilisés

		2009	2008
		(en dollars)	
Encaisse nette fournie par le gouvernement		3,816,072	4,219,831
Revenu non disponible pour dépenser		696	1,829
Remboursements de dépenses des années précédents		1,741	10
Variation de la situation nette du Trésor			
	Variation des débiteurs et des avances	(24,607)	1,837
	Variation des créditeurs et des charges à payer	91,184	(45,736)
		66,577	(43,899)
Crédits de l'exercice en cours utilisés		3,885,086	4,177,771

4. Débiteurs et avances

Le tableau suivant donne le détail des débiteurs et des avances:

	2009	2008
	(en dollars)	
Débiteurs - Autres ministères et organismes	64,269	48,537
Débiteurs de l'extérieur	11,472	2,597
Avances aux employés	500	500
Total	<u>76,241</u>	<u>51,634</u>

5. Créiteurs et charges à payer

Le tableau suivant donne le détail des créiteurs et charges à payer:

	2009	2008
	(en dollars)	
Créiteurs - Autres ministères et organismes	120,913	111,670
Créiteurs et charges à payer	307,537	225,597
Total	<u>428,450</u>	<u>337,267</u>

6. Immobilisations corporelles (en dollars)

Catégorie d'immobilisations	Coût			
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations	Solde de clôture
Machines et matériel	12,796	0	0	12,796
Mobilier et agencements	21,863	0	0	21,863
Matériel informatique	464,378	114,072	0	578,450
Total	499,037	114,072	0	613,109

Catégorie d'immobilisations	Amortissement cumulé			
	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations	Solde de clôture
Machines et matériel	(6,532)	(1,302)	0	(7,834)
Mobilier et agencements	(15,323)	(2,521)	0	(17,844)

Matériel informatique	(326,412)	(77,886)	0	(404,298)
Total	(348,267)	(81,709)	0	(429,976)

Catégorie d'immobilisations	2008 Valeur comptable nette	2007 Valeur comptable nette
Machines et matériel	4,962	6,264
Mobilier et agencements	4,019	6,540
Matériel informatique	174,152	137,966
Total	183,133	150,770

La charge d'amortissement pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 est 81,709\$ (2008 - 67,589\$)

7. Avantages sociaux

a) Prestations de retraite : Les employés du Tribunal Canadien des droits de la personne participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que le ministère versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2008-09 les charges s'élèvent à 234,299\$ (256,531\$ en 2007-08), soit environ 2,0 fois (2,1 en 2007-08) les cotisations des employés.

La responsabilité du ministère relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ : Le Tribunal Canadien des droits de la personne verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire final. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les crédits futurs. Voici quelles étaient les indemnités de départ au 31 mars:

2009 2008

	(en dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	450,284	431,825
Charge pour l'exercice	57,715	53,560
Prestations versées pendant l'exercice	<u>(807)</u>	<u>(35,101)</u>
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	<u>507,192</u>	<u>450,284</u>

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Tribunal Canadien des droits de la personne peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le ministère sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2010	2011	2012 et exercices ultérieurs	Total (en dollars)
Biens et services	133,641	5,532	3,252	142,425

9. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Tribunal Canadien des droits de la personne est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Tribunal Canadien des droits de la personne conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal des ses activités et selon des modalités commerciales normales. De plus, au cours de l'exercice, le Tribunal Canadien des droits de la personne reçoit gratuitement des services d'autres ministères, comme il est indiqué dessous.

Services fournis gratuitement :

Au cours de l'exercice, le Tribunal Canadien des droits de la personne reçoit gratuitement des services d'autres ministères (installations et cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et au régime de soins dentaires). Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats du Tribunal Canadien des droits de la personne :

	2009	2008
--	------	------

	(en dollars)	
Installations	959,822	962,962
Cotisations de l'employeur au régime de soins de santé et au régime de soins dentaires	173,672	147,217
Total	1,133,494	1,110,179

Le gouvernement a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacite de sorte qu'un seul ministere mene sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, ne sont pas inclus à titre de charge dans l'état des résultats du Tribunal Canadien des droits de la personne.

